

<https://la-sociale.online/spip.php?article592>

# Inde, les paysans contre la libéralisation économique de l'agriculture

- Médias - Revue de presse -

Date de mise en ligne : lundi 15 février 2021

---

Copyright © La Sociale - Tous droits réservés

---

**Par la grève du 26 novembre 2020, plus de 250 millions d'Indiens se sont rassemblés pour demander l'abandon des trois lois sur l'agriculture. Ce chiffre est historique mais il n'a pas fait reculer Modi et son gouvernement autoritaire. Depuis, le mouvement n'a cessé de se structurer malgré la répression exercée par le gouvernement.**

## Les facteurs de la révolte

### 1 - Le projet de loi pour la libéralisation de l'agriculture

On trouvera dans [Le Monde Diplomatique](#) un très bon résumé des lois en question :

« La première loi, dite « de promotion et de facilitation du commerce et de l'échange des produits agricoles », autorise les agriculteurs à vendre en dehors des mandis. Ces derniers, conçus à l'origine pour réduire le pouvoir des intermédiaires, ont vite été dominés par de grandes familles. Des monopoles locaux de fait â€” correspondant souvent aux dominations de caste â€” se sont constitués pour le rachat, l'échange et le transport des produits agricoles. Plutôt que de réformer ces mandis, le gouvernement central entend promouvoir des « marchés alternatifs », plus concurrentiels. »

« La deuxième loi, dite « d'accord sur le prix », cherche à encourager les contrats entre les paysans et les acheteurs selon un cadre et des tarifs convenus avant la récolte. Là encore, le gouvernement met en avant la « liberté » de l'agriculteur de choisir où il veut vendre. Mais que pèse celui-ci face aux géants de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution ? De plus, cela risque d'encourager la monoculture spéculative intensive plutôt que la diversification agroécologique des cultures. »

« Le troisième texte, dit « d'amendement sur les produits essentiels », retire de la liste des denrées jusqu'à présent soumises à régulation publique l'huile, les oignons ou les pommes de terre. (...) Les pauvres risquent la pénurie, et les autres consommateurs une hausse des prix de détail. « Cette loi ne joue pas seulement contre les paysans, mais également contre "l'homme ordinaire" de ce pays. C'est un feu vert à l'inflation », soulignait le ministre en chef de l'État de Delhi et dirigeant du Parti de l'homme ordinaire (AAP), M. Arvind Kejriwal (...). »

« Ces trois lois comprennent également une série de dispositions réduisant les possibilités de recours des citoyens auprès de l'administration en cas de contentieux avec un quelconque acteur privé. Enfin, elles ne s'attaquent pas aux coûts sociaux et environnementaux du modèle hérité de la « révolution verte ». Pas plus qu'elles ne se soucient des travailleurs agricoles sans terre, qui, selon les régions, forment jusqu'à un quart de la population active rurale. »

Le projet de loi a été décrié à l'Assemblée haute comme en témoigne cet article du site de [France Info](#) :

« Votées en septembre 2020, les trois lois de libéralisation du marché agricole mettent fin au monopole des gouvernements locaux sur le prix des céréales. Elles introduisent, explique le média The Conversation, "un nouvel espace d'échange, où le prix sera directement fixé par les investisseurs et l'agro-business sur la base de la demande et imposé aux agriculteurs, ce qui se traduira par une baisse générale des prix de vente". Lors du vote à l'Assemblée, l'atmosphère est électrique, rapporte Le Monde : "A la Chambre haute, (...) les députés en sont presque venus aux mains, les uns déchirant les copies du projet de loi, les autres hurlant et cassant les micros." »

### 2 - Un modèle agricole en crise que la « concurrence » libérale va accroître

[Reporterre](#) propose une critique du système des mandis héritage de la révolution verte es années 1960 :

« Le système de mandi indien est effectivement loin d'être parfait. On ne compte que 6.000 de ces marchés publics, inégalement répartis sur le territoire. Les cas de corruption y sont avérés. « Pour beaucoup d'agriculteurs, soit le prix minimum (MSP) pour leurs produits est trop bas soit les mandis sont trop loin ou simplement inexistantes dans leur région », décrit Bruno Dorin, chercheur du Cirad affecté au Centre de sciences humaines à New Delhi. « L'essentiel est centré sur le blé et le riz, le reste est sur papier. » Engagées dans le sillage de la « révolution verte » des années 1960, ces subventions aux prix, couplées à des subventions aux intrants (semences hybrides, engrais chimiques, puits et électricité pour pomper l'eau), ont permis de nourrir l'Inde. Mais au prix d'une hyperspécialisation agricole dévastatrice pour l'environnement, décrit le chercheur. « Les agriculteurs du Pendjab et de l'Haryana ont été incités à la monoculture chimique du riz et du blé. Aujourd'hui, les sols sont sans vie, les nappes phréatiques s'épuisent, les eaux sont polluées par les nitrates et les pesticides, et les agriculteurs endettés par des intrants et semences industrielles pourtant subventionnés. » »

Toujours sur [Reporterre](#) on trouve des pistes pour faire évoluer l'agriculture vers un modèle plus écologique :

« Sortir de l'impasse "€" qui ne date pas de ces nouvelles lois "€" implique donc de proposer une alternative agricole, explique Bruno Dorin. « Il faudrait réformer et investir massivement dans le développement des mandis pour permettre à tous les paysans et aux acteurs privés de se retrouver sur un marché où les prix et qualités sont négociés équitablement. » Ceci faciliterait la transition vers une autre agriculture en Inde. « L'urgence est de développer l'agroécologie, fondée sur une multiplicité d'espèces végétales et animales en synergie. » »

[France Info](#) précise les conséquences des lois néolibérales de Modi dans un contexte économique et social de grande fragilité :

« (...) 86% des fermiers cultivent moins de deux hectares", explique Bénédicte Manier, journaliste à l'AFP, auteure de Les Routes vertes de l'Inde (éd. de l'Echiquier). Avec les nouvelles lois, les manifestants craignent l'arrivée des grandes entreprises agro-alimentaires qui pourraient imposer leurs prix. »

Un peu plus loin on peut lire :

« Dans les années 1960, ces fermiers et en particulier ceux du Nord avaient été le fer de lance de la "révolution verte", qui avait assuré l'autosuffisance alimentaire du pays (1,3 milliard d'habitants aujourd'hui). "Ils ont nourri l'Inde, ils l'ont rendue indépendante, mais le prix écologique et social est aujourd'hui élevé, estime Bénédicte Manier. Très consommatrice en eau, en engrais, en pesticides, la révolution verte a enfermé les fermiers dans un cercle d'endettement." »

[L'Humanité](#) rappelle la réalité de l'existence d'un paysan en Inde, le constat est accablant :

« « La moitié des cultures, dont le mil et la moutarde, est achetée au prix minimum de soutien et le reste est vendu à un prix inférieur. Au cours des huit dernières années, le taux de la canne à sucre ou du paddy n'a quasiment pas bougé », relève Sumit Dalal, qui dit là toute la détresse des paysans dont la parcelle n'excède pas deux hectares en moyenne. Cette agriculture peu productive est en peine face aux géants de l'agrobusiness. Ces vingt dernières années, 300 000 paysans se sont suicidés en Inde. »

Si bien que le mot d'ordre de beaucoup de paysans est qu'ils n'ont plus rien à perdre comme l'indique [Mediapart](#) :

« « J'ai voté pour Narendra Modi, j'ai cru à sa promesse de jours heureux, confie ce cultivateur de canne à sucre de l'Uttar Pradesh. Mais aujourd'hui, je dégage à peine 50 euros de bénéfice par mois. Alors je suis venu ici car je n'ai plus rien à perdre. » »

Autre témoignage de ce malaise profond dans cet article de [Mediapart](#) :

« La misère des fermiers en Inde ne date pas de ces lois. En 2019, plus de 10 000 se sont donné la mort. Pour que leur révolte soit féconde, l'enjeu pour les agriculteurs du Pendjab et de l'Haryana est d'en entraîner d'autres. Récemment, un cortège a marché 1 500 kilomètres pour les rejoindre depuis le Maharashtra, l'État de Bombay. À Patna, la capitale de l'État du Bihar, de violents affrontements se sont produits avec la police. Avec l'appui de onze importants syndicats du travail, deux grèves nationales ont eu lieu pour protester contre la libéralisation générale de

l'économie, accélérée en Inde depuis la pandémie. »

### 3 - COVID et confinements

La situation liée au COVID et au confinement n'a pas manqué d'ajouter un fardeau à la masse des difficultés quotidiennes comme le souligne [L'Humanité](#) :

« Ainsi, le confinement décidé dans la précipitation a-t-il plongé l'Inde dans le chômage et la pauvreté, alors même que 80 % de la population active relevaient déjà du secteur informel et que le précaire demeure la seule issue pour des millions d'invisibles. La pauvreté de masse fait craindre le retour des famines, dont le pays s'était somme toute affranchi. Selon une enquête du Centre pour l'emploi durable de l'université Azim Premji (Karnataka), 66 % des travailleurs interrogés ont perdu leur emploi durant le confinement, 77 % des ménages consomment moins de nourriture qu'avant et 64 % ont vu leurs revenus diminuer. « Nous sommes à peine capables de survivre entre la hausse des prix d'une part et les bas salaires d'autre part. La révision des lois du travail nous asphyxie un peu plus », témoigne Sukhdev Prasad, un ouvrier de Ghaziabad, cité par le site indien d'information Newslick. »

### 4 - Des paysans trahis par Modi et un opposition affaiblie

L'opposition est considérablement affaiblie face au parti BJP de Modi, ainsi que le note [L'Humanité](#), ce qui laisse peu de marges de manoeuvre pour contrer Modi au sein des institutions :

« « /L'Inde se réveille avec un gouvernement puissant issu de la droite hindoue et une opposition extrêmement affaiblie. On ne pouvait pas rêver pire/ », explique l'historien Vijay Prashad. Le Parti communiste d'Inde (marxiste), dont la coalition obtient neuf sièges (contre 79 en 2009, un score déjà en recul), fait également le constat d'une « /vague de rejet du Congrès/ ». »

De la part de paysans ayant voté pour Modi le sentiment de trahison est profond. Un témoignage est recensé par [Mediapart](#) :

« À Gazipur, « on est passé de 10 000 à 200 000 participants depuis le 26 », assure un organisateur. Des chiffres invérifiables, mais les fermiers y affluent en masse de nouveaux États indiens, en particulier l'Uttar Pradesh et ses 200 millions d'habitants, pourtant fief du BJP. « Nous avons soutenu ce parti, qui nous a promis des prêts plus faciles, des revenus en hausse, des aides de l'État, déplore Raj Pal Sharma, secrétaire général du puissant syndicat agricole BKU. En vérité, il nous a trahis. » »

Dans la Tribune des Travailleurs n°276 du 10 février 2021, on apprend que le budget présenté par Modi persiste à accélérer le tournant anti-social, ce qui ne risque pas de ramener la population au calme :

« Le budget présenté par le gouvernement le 1er février montre à toute la population que le seul objectif du gouvernement BJP est d'enrichir injustement un petit nombre de capitalistes et de grandes entreprises. Le budget ne compte aucune des mesures sociales dont a besoin la grande majorité de la population qui doit supporter le poids du virus et du confinement, le chômage et les pertes de salaire. »

## Gouvernement Modi : autoritarisme et répression

### 1 - Attaques contre la presse

[Le Monde](#) propose une comparaison :

« la situation actuelle [ressemble] à celle qui a prévalu pendant les vingt et un mois de l'état d'urgence instauré en 1975 par Indira Gandhi. A savoir l'omerta généralisée. « Les télévisions, hélas, ne sont plus que le prolongement des

réseaux sociaux. Aller sur le terrain, faire du reportage, interroger des gens d'horizons divers pour équilibrer les opinions, tout ça, c'est fini ! » »

Et souligne le constat alarmant fait par les associations évaluant la liberté de la presse :

« D'après le Free Speech Collective, association de défense de la libre expression en Inde, 154 journalistes ont été soit arrêtés soit emprisonnés dans l'exercice de leur travail ces dix dernières années, dont 67 au cours de la seule année 2020. »

[France Info](#) rapporte aussi un bilan préoccupant :

« Dans le dernier classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans Frontières, l'Inde n'est qu'au 142ème rang, sur 180. Lors des récentes manifestations, plusieurs reporters ont été inquiétés, l'un d'eux Mandeep Punia a été arrêté. Et parmi les comptes Twitter suspendus ce 1er février figurait celui d'un célèbre magazine d'investigation, The Caravan. Ça ressemble fortement à de la censure. »

### 2 - Attaques contre syndicats et manifestants

Le pouvoir exécutif tente d'intimider les leaders syndicaux par des enquêtes et orchestre la répression policière contre les manifestants, et ne recule devant aucun moyen. [Le Monde](#) :

« Trente-sept dirigeants syndicaux sont visés par ces enquêtes préliminaires mentionnant des accusations de « tentative de meurtre » et « d'émeute et de conspiration criminelle ». La police de Delhi soupçonne « un plan préconçu et bien coordonné » pour rompre l'accord conclu entre la police et les syndicats d'agriculteurs sur le déroulement et le parcours de la manifestation. »

Plus loin dans l'article on peut lire :

« A Singhu, entre Delhi et l'Etat de l'Haryana, la présence policière a également été renforcée, des tranchées ont été creusées, des barrières de béton supplémentaires ont été installées pour couper en deux le campement des paysans, l'un des plus importants autour de la capitale. Des dizaines de milliers d'agriculteurs, avec tracteurs, remorques et camions-citernes, occupent, depuis le 26 novembre, l'autoroute menant de Calcutta au Pendjab et, au-delà, à Lahore, au Pakistan. Pour affaiblir le mouvement, le gouvernement de l'Haryana, dirigé par un membre du parti au pouvoir, a coupé Internet depuis deux jours. »

Même méthode relevée par [France Info](#) :

« Le gouvernement s'est donc saisi de cette opportunité (les violences de certains paysans) pour demander la fermeture de tous les comptes qu'il accuse d'inciter à la violence. Twitter a d'abord obtempéré. Et ces comptes sont donc devenus inaccessibles le 1er février, en tous cas sur le sol indien. Parmi les comptes bloqués, ceux de plusieurs leaders de l'opposition et de dirigeants syndicaux, comme celui de Kisan Ekta Morcha, 178 000 abonnés. On pouvait y lire, mais uniquement en dehors de l'Inde "Notre compte Twitter est suspendu, le gouvernement cherche à faire taire la voix des paysans". Le réseau social a obéi parce qu'il risque des poursuites pénales s'il refuse de fermer ces comptes. Finalement, une réunion de conciliation a eu lieu avec le gouvernement et Twitter affirme avoir défendu le principe de la libre expression. Les comptes en question sont à nouveau accessibles depuis ce mardi 2 février. »

[Mediapart](#) souligne aussi la censure exercée à l'encontre des comptes sur le réseau social Twitter :

« Le gouvernement s'engage dans une escalade contre Twitter, qui refuse de fermer certains comptes au nom de la liberté d'expression. Menacés de prison, les responsables du réseau social en Inde ont finalement bloqué, vendredi 12 (février), 1 398 des 1 435 comptes réclamés par le pouvoir. L'ONG Internet Freedom Foundation dénonce une censure établie sans base solide. »

[L'Humanité](#) fait part des conséquences parfois mortelles de la répression de la police aux ordres du gouvernement Modi :

« Face à l'indicible, la violence prétendument légitime de l'État, il y a la parole qui dit la révolte. Le verbe qui se soulève face aux 150 morts et 400 blessés. »

### 3 - Rendre illégitime le mouvement paysan, la stratégie est-elle payante ?

La stratégie de suspension des lois laisse craindre aux paysans qu'elles soient votées de façon dissimulée une fois la contestation calmée. C'est ce que rapporte [Reporterre](#) :

« La Cour suprême a ordonné mardi 12 janvier la suspension des trois lois agricoles, appelées Farm Bills, à l'origine de la crise. Auparavant, de nombreux rounds de négociation entre les fermiers et le gouvernement avaient échoué, au point que la plus haute institution du pays a été forcée d'intervenir. »

« Les organisations paysannes flairent le piège : faire mine de reculer pour mieux passer. « Cela va permettre de dénoncer nos manifestations, a ainsi réagi le compte twitter du mouvement, baptisé Kisan Ekta Morcha. Les porte-paroles du BJP vont pouvoir demander "pourquoi les agriculteurs protestent-ils alors que les lois ont été suspendues ?" »

La violence de certains manifestants a largement été médiatisée pour affaiblir le mouvement au yeux de l'opinion publique, ce qu'ont bien compris les syndicats d'agriculteurs cités par [Le Monde](#) :

« Les syndicats d'agriculteurs ont bien compris le piège qui les menace après les violences perpétrées, notamment lorsque les manifestants avaient envahi le Fort rouge, bâtiment emblématique de la capitale, symbole de l'indépendance : la division et la délégitimation de leur mouvement. Ils ont condamné les actes de violence et ont renoncé à une nouvelle marche sur la capitale, prévue le jour de la présentation du budget du gouvernement, le 1er février. Ils veulent à tout prix éviter de nouvelles confrontations avec les forces de l'ordre, qui pourraient nuire à leur image et affaiblir le mouvement, jusque-là pacifique et populaire. »

Mais malgré les interdictions, les paysans continuent de se battre pour obtenir de meilleures conditions d'existence. [Le Monde](#) :

« La contestation paysanne en Inde prend chaque jour plus d'ampleur. Après le Pendjab et l'Haryana, elle a gagné l'Uttar Pradesh, où des meetings géants se tiennent presque quotidiennement pour protester contre la réforme du gouvernement libéralisant les marchés agricoles. Vendredi 5 février, plus de 10 000 paysans se sont rassemblés dans la ville de Shamli, au coeur d'une région de culture de canne à sucre, pour assister à un meeting, bravant l'interdiction du gouvernement régional de se rassembler. »

La détermination des paysans est soulignée par ce témoignage lu sur [Mediapart](#) :

« « Nous reviendrons à la table des négociations une fois ces lois retirées, explique Abhishek Singh. Nous exigeons que les prix minimaux soient obligatoires pour tous les types de cultures, et étendus à tous les États. » Des demandes que le gouvernement juge inacceptables. Malgré de nombreuses discussions avec les unions agricoles, les manifestants continuent donc à affluer. En ce mois de décembre, les nuits sont glaciales autour de Delhi et au moins trente personnes sont mortes de froid sur le chemin. »

### 4 - Soutiens du show biz

Les paysans indiens ne connaissent pas toujours ces soutiens qui ont été vivement critiqués par le gouvernement Modi.

On se demande ce que peut apporter la fameuse Greta Thunberg aux paysans indiens... [RT France](#) nous éclaire :

« La « boîte à outils » partagée par la militante écologiste suédoise de 18 ans [Greta Thunberg] encourage à signer une pétition qui condamne la « violence d'État » qui aurait lieu en Inde contre les manifestants, et mentionne

différents hashtags à utiliser sur Twitter pour soutenir les agriculteurs. Elle appelle également à organiser des manifestations devant les ambassades indiennes partout dans le monde les 13 et 14 février, comme le relève la Deutsche Welle. »

Deuxième exemple du genre, la nièce de Kamala Harris, vice présidente US. Article aussi déniché sur [RT France](#) : « La nièce de la vice-présidente américaine d'origine indienne Kamala Harris a également donné de la voix. « Nous devrions tous être scandalisés par les fermetures d'internet en Inde et la violence de paramilitaires contre les agriculteurs qui manifestent », a tweeté Meena Harris. »

Antoine Bourge

Le 13 février 2021